

Arrêté préfectoral complémentaire

**relatif au changement d'exploitant de la carrière à ciel ouvert située au lieu-dit
« Les Vaux » à HENANSAL au profit de la société SAS Carrières de Brandefert**

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des Installations Classées et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 autorisant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert située au lieu-dit « Les Vaux » à HENANSAL par la société SARL Carrières de Fréhel ;

Vu la demande de changement d'exploitant, en date du 15 juillet 2024, concernant la carrière située au lieu-dit « Les Vaux » à HENANSAL, en lieu et place de la société SARL Carrières de Fréhel par la société SAS Carrières de Brandefert ;

Vu les documents annexés à la demande ;

Vu le rapport et les propositions du 24 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 25 septembre à la connaissance du demandeur par mail avec accusé de réception, et l'absence d'observation sur ce projet présentée par le demandeur le même jour par mail ;

Considérant que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations Classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant qu'au travers des documents présentés, le pétitionnaire présente les garanties nécessaires en terme de capacités techniques, humaines et financières pour l'exploitation de la carrière et sa remise en état ;

Considérant que les garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, la surveillance du site et l'intervention en cas d'accident ou de pollution, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1^{er} – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les dispositions de l'article 1.1.1. de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

La société **SAS Carrières de Brandefert** dont le siège social est situé Parc d'Activités de l'Orme, 7, rue des Métiers 35730 PLEURTUIT est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives située sur le territoire de la commune de HENANSAL au lieu dit « Les Vaux ».

Article 2 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article 1.5.2. de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les Installations Classées.

L'exploitation (remise en état comprise) est menée en trois périodes quinquennales.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexes au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Phases	Montant des garanties financières indexé en avril 2024 (Index février 2024 base 100 : 129.9)
1 (0-5 ans)	218 006,00 €
2 (5-10 ans)	514 836,00 €
3 (10-15 ans)	484 660,00 €

Les montants des garanties financières devront faire l'objet d'une réactualisation selon l'indice TP01 en vigueur à la date de signature du présent arrêté.

Article 3 – INSTANCE DE CONCERTATION

Les dispositions du chapitre 2.7. de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Une instance de concertation est mise en place par l'exploitant qui en assure la gestion.

Elle est composée à minima :

- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des collectivités locales : maire de la commune de HENANSAL ;
- d'un représentant d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ;
- si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants du Conseil Départemental ;
- si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL).

L'instance de concertation est placée sous la présidence de l'exploitant, la société SAS Carrières de Brandefert, et du maire de HENANSAL.

Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés un bilan annuel des analyses et suivis réalisés dans le cadre du présent arrêté. L'instance de concertation se réunit annuellement pour présenter ce bilan et les actions menées.

Article 4 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée dans la mairie de HENANSAL et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de HENANSAL pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R 181-50 du Code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor - Préfecture des Côtes d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1;
- d'un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'Environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à M. le Préfet des Côtes d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le Directeur de l'Agence régionale de santé de Bretagne et l'inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de HENANSAL et à la société SAS Carrières de Brandefert.

Saint-Brieuc, le **27 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général



David COCHU